

Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ)

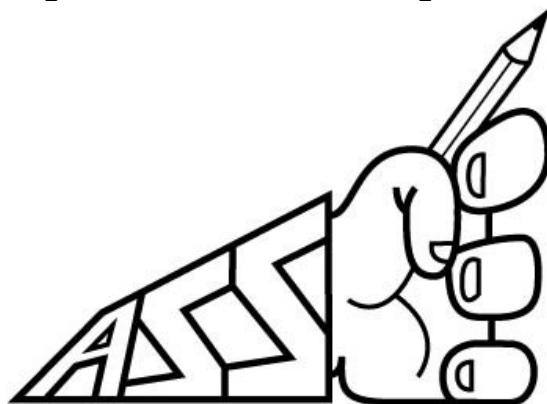
Coordonnées du bureau de l'ASSÉ

Téléphone : 514.390.0110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Adresse : 2065 Parthenais local 383, Montréal, Québec, H2K 3T1

Cahier de préparation des délégations Version préliminaire du 21 septembre 2012



Congrès de l'ASSÉ

Les 29 et 30 septembre 2012

9h00

Lieu

Pavillon Palasis-Prince

Local 0610

2325, rue de la Terrasse

Université Laval

Québec (QC) G1V 0A6

Frais de participation

Détails à venir.

Hébergement

Hébergement fourni le vendredi soir et le samedi soir.

5000 Boulevard des Gradins, Québec

Association hôte

AÉÉA-UL

Table des matières

Proposition d'ordre du jour.....	3
Lettres de candidature.....	4
Lettre de candidature de Jeanne Reynolds au poste de Secrétaire aux affaires internes.....	4
Lettre de candidature de Blandine Parchemal au poste de Secrétaire aux affaires académiques.....	5
Lettre de candidature de Dominique Boisvert au poste de Secrétaire à l'information.....	6
Lettre de candidature de David Therrien-Brongo au poste de secrétaire aux affaires académiques	7
Lettre de candidature de Lazlo Bonin au Comité à l'information.....	8
Textes de réflexion.....	10
Varia de bilan de grève.....	10
Explication sur le processus de changement de nom de l'organisation.....	15
Propositions.....	16

Proposition d'ordre du jour

1.. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Présidium

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.3 Adoption du procès-verbal

2.0 Bilan

3.0 CLASSE

4.0 Plan d'action

5.0 Revendications

6.0 Femmes

7.0 Élections

7.1 Comités et Conseils

7.1.1 Présentation

7.1.2 Plénière

7.1.3 Scrutin

8.0 Finances

9.0 Avis de motion

9.1 Dépôt des avis de motion

9.2 Traitement des avis de motion

10.0 Prochain Congrès

11.0 Varia

Lettres de candidature

Lettre de candidature de Jeanne Reynolds au poste de Secrétaire aux affaires internes

Appuyée par l'AGÉCoV et l'ADÉPUM

Ami-e-s, nous avons mené une mobilisation historique au printemps dernier. À tous ceux et toutes celles qui s'empressent d'enterrer le conflit, je dirai qu'en effet, il ne faut pas s'accrocher au passé, mais bien créer de nouveau. Il ne faut pas s'arrêter aux chiffres, mais continuer de répandre nos idées et principes. Nous avons passé par des moments difficiles dans les derniers mois et la déception de voir notre mouvement s'effriter par des élections doit céder sa place à un enthousiasme inégalé! Encore, à tous les jours, des gens de tous âges et milieux, m'abordent pour nous transmettre leurs encouragements et leur fierté. Nous avons plus d'appuis que nous pensons. L'hélicoptère TVA ne se rend pas jusqu'en Abitibi, mais il aurait vu, au printemps dernier, des manifestations de casseroles dans les rangs. C'est ce qu'on m'a dit. Il y a bien longtemps que je suis usée de mon rôle de porte-parole qui me fait côtoyer des caméras plutôt que des individus. Ce contact avec les grévistes m'a cruellement manqué au printemps dernier. Parallèlement à mon poste de porte-parole, j'ai continué d'être exécutante au Collège de Valleyfield à temps perdu. À la veille de la rentrée, j'étais excitée comme une petite fille d'établir un plan d'action avec notre comité de mobilisation, d'afficher toute seule sur des poteaux téléphoniques dans la ville et de mettre en place toutes les idées qui avaient émergées au sein du collège au printemps dernier. Bref, j'avais envie d'organiser la lutte au quotidien. Après une longue réflexion, je pose ma candidature comme Secrétaire aux affaires internes de l'ASSÉ, car je suis enthousiaste face au travail qui reste à accomplir. Je souhaite ainsi venir consolider l'exécutif nationale qui semble débordé face aux nombreuses démissions. Je crois avoir la rigueur nécessaire pour être exécutante. Pourquoi à l'interne? Je suis plus motivée que jamais à consolider nos associations étudiantes locales afin que la grève de 2012 n'ait pas été qu'une mode. La plus grande victoire à l'heure actuelle est d'avoir démontré l'efficacité de nos moyens d'action. Notre combativité et notre solidarité nous auront mené plus loin que nous ne le pensions. Nous devons conserver cette combativité au lendemain d'une lutte acharnée pour les militantES et ne pas tomber dans l'apathie et l'amertume. Le travail qui a été fait au niveau local a été le fer de lance du mouvement et c'est pour cette raison que je souhaite y contribuer. Et puis, après avoir diffusé notre message pendant six mois dans les médias, à mener un rôle secondaire, je crois que je serais plus efficace sur le terrain à mener une tâche des plus prioritaires dans la poursuite de notre mobilisation. Je pense que toutes celles et tous ceux qui m'ont côtoyée peuvent affirmer que j'apprends rapidement et que je travaille en équipe. Bien que j'aie fait moins de tournées de mobilisation que certainNES de mes camarades, je suis persuadée que je mènerai à bien mes tâches et que je m'entourerai de militantES mobeux et mobeuses formidables. En ce qui a trait à mon parcours académique, j'entre à l'automne à l'UQAM en Histoire, culture et sociétés. Bref, on se revoit dans un campus près de chez vous.

Solidairement,
Jeanne Reynolds

Lettre de candidature de Blandine Parchemal au poste de Secrétaire aux affaires académiques

Appuyée par l'ADÉPUM, l'AGEEPP-UL, l'AGECoV et l'AÉHUM

Cher-e-s camarades,

Je présente par cette lettre ma candidature pour le poste de secrétaire aux affaires académiques de l'ASSE.

Durant cette grève historique mon implication a été de tous les instants. D'abord au sein de mon association de philosophie à travers le comité de mobilisation et l'exécutif. Ensuite, sur le terrain de l'Université de Montréal à travers l'organisation de plusieurs actions (occupations de la place laurentienne), manifestations (manifestation post-injonction, post-loi 78), à travers mon poste au sein du comité média de la Table de grève de l'UdeM et plus largement, à travers mon travail de coordination au sein des associations en grève de l'UdeM. Nous avons réussi quelques coups d'éclats (occupation du hall d'honneur de Roger-Gaudry avec fin de l'injonction une semaine plus tard) et nous avons montré notre présence jusqu'au bout. Nous sommes restés debout même face à l'anti émeutes débarquant dans notre université, face aux arrestations et aux séquestrations, face à l'absence totale de considération de nos votes de grève pris de façon démocratique en Assemblées générales.

Plus largement, durant le mouvement, nous avons osé prendre la parole, tenir nos revendications et montrer que l'université ne pouvait plus nous ignorer. Nous avons relevé la tête.

Je suis fière du travail qu'ont accompli les associations à l'Université de Montréal. Je suis fière de leur engagement dans le mouvement. Néanmoins, il reste encore beaucoup de travail à faire : un travail de dénonciation des agissements de l'administration, un travail de réappropriation de l'université et enfin, un travail de réflexion sur la façon dont l'université devrait être gérée, sur ce que devrait être une université. Des principes tels que celui d'autonomie des universités sont des principes que nous devrions remettre de l'avant : autonomie du savoir, autonomie du financement, autonomie de sa gestion.

Ce travail de réflexion de fond, je souhaite le poursuivre au national à travers le poste de secrétaire aux affaires académiques. Je souhaite l'étendre aux cégeps, aux dossiers concernant l'éducation ainsi qu'à l'évaluation des politiques et des mesures gouvernementales.

Lors de la grève, nous avons soulevé des questions importantes: nous avons dénoncé la marchandisation de l'éducation, nous avons dénoncé la « gouvernance » des cégeps et des universités, nous avons dénoncé leur financement et nous avons prôné la gratuité scolaire. Il est temps que ces questions de fond prennent une véritable place non seulement au sein de l'espace public mais aussi au sein de l'espace politique. Il est temps qu'elles soient aux agendas gouvernementaux. Ce mouvement nous a montré notre force, il nous a montré qu'il était possible que nos positions théoriques acquièrent une effectivité pratique. Il ne faut pas nous arrêter là. Il ne faut pas laisser nos conceptions de ce que devrait être l'éducation reposer dans nos têtes.

Le sommet sur l'éducation à venir sera l'occasion de mettre l'ensemble de ces réflexions sur la table et d'en faire des revendications solides.

Solidairement,
Blandine Parchemal.

Lettre de candidature de Dominique Boisvert au poste de Secrétaire à l'information

Appui de l'ADÉPUM

Camarades et ami-e-s,

J'aimerais, par la présente, vous soumettre ma candidature à titre de secrétaire à l'information.

J'ai éprouvé un énorme pincement au cœur lorsque les dernières associations étudiantes avec des mandats de grève ont choisi de rentrer en classe. J'ai eu une intense impression de vide et, ce qui pour certain-e-s avait une apparence de victoire, ne me laissait qu'un goût amer dans la bouche. J'ai longuement réfléchi et je suis arrivé à la conclusion que, si les urnes avaient finalement eu raison de la mobilisation étudiante et citoyenne, la lutte n'avait pas été vaine, au contraire. Si la victoire n'a pas été totale, elle n'a pas non plus été mineure. Plutôt que de regretter l'étiollement d'un mouvement d'une envergure inégalée, je crois qu'il faut se concentrer vers l'avenir et bâtir sur ce qui a été accompli. Nos plus grandes luttes nous attendent, nous l'avons bien vu au courant de l'année.

En combattant une hausse de frais que plusieurs qualifiaient de bénigne et qui était considérée comme un simple exercice comptable, nous avons révélé le vrai visage de ce système qui persécute ses membres les plus fragiles au profit de ceux et celles qui ont déjà tout. Nous avons révélé la violence des corps policiers, la violence des médias, la violence d'une idéologie économique. Si la hausse des frais de scolarité sera, selon toute vraisemblance, annulée ; il faut à tout prix demeurer vigilant-e. Le gouvernement a peut-être changé, mais l'idéologie d'inspiration néo-libérale qui fut à l'origine de cette hausse est encore au cœur de la plupart des positions mises de l'avant par le Parti Québécois. Les empires médiatiques qui se nourrissent à même les coffres de l'état et qui s'assurent qu'aucune autre idéologie ne puisse être mise de l'avant existent toujours. Les policiers et les policières qui ont violemment réprimé la population et qui ont violé ses droits fondamentaux sont encore en poste. Nous avons réussi, temporairement, à repousser une hausse de frais de scolarité. Mais nous n'avons pas résolu le véritable problème.

Les mois à venir seront déterminants pour la poursuite de la lutte. Nous avons la possibilité de prendre part à un mouvement global. Nous nous trouvons à un point tournant de l'histoire où les limites du système capitaliste sont largement dépassées et où celui-ci commence à se fissurer de toutes parts. Un changement de paradigme approche et nous avons la possibilité d'agir. Dans un contexte post-grève, je pense que la diffusion d'information jouera un rôle capital dans le maintien de la mobilisation. La diffusion régulière d'information alternative, la distribution du journal Ultimatum, permettra aux militantes et militants de garder un contact direct avec les luttes autour du monde. Il faut profiter du dégoût de la population pour les médias de masse et de son opinion relativement favorable au mouvement étudiant pour rétablir une information et un journalisme de qualité.

C'est ce contexte social et l'intérêt que j'accorde à la rigueur journalistique qui me conduisent à me présenter au poste de secrétaire à l'information. Je le fais en toute humilité, avec le désir d'apprendre. J'ai peu de connaissances techniques liées à la publication d'un journal, mais j'espère que mon expérience dans le mouvement étudiant – à l'AGES (sciences) de l'Université de Sherbrooke en 2005-2007 puis cette année à l'AÉMUM (musique) de l'Université de Montréal – ainsi que mon enthousiasme sauront compenser.

Je suis bien entendu disposé à répondre aux questions que vous pourriez avoir pour moi et à vous rencontrer dans la mesure du possible.

Solidairement, Dominique Boisvert

Lettre de candidature de David Therrien-Brongo au poste de secrétaire aux affaires académiques

Appui à venir

Délégué-e-s, militant-e-s et camarades,

Après une année 2011-2012 à l'Association des étudiant-e-s en musique de l'UdeM où j'ai agi à titre d'exécutant, j'ai maintenant l'intention de relever le défi de travailler sur l'exécutif de cette association nationale combative qu'est l'ASSE. Puisque l'association étudiante au sein de laquelle j'ai œuvré ne s'est jointe qu'en cours de grève à la CLASSE et que très récemment à l'ASSE, j'ai pu découvrir cet organisation de l'intérieur, à partir de ses instances et en temps de grande remise en question des institutions étudiantes, sociales, économiques, politiques et démocratiques du Québec. J'ai la ferme conviction que l'ASSE doit, sans jamais renier ses principes fondamentaux et principalement le syndicalisme de combat, participer activement à ce renouveau social qui commence à poindre au Québec et à travers le monde en mettant de l'avant ses propres idées et valeurs. Le poste de secrétaire aux affaires académiques est crucial dans cette visée, car la personne qui l'occupe doit veiller au bon fonctionnement du comité à la recherche et aux affaires académiques, comité qui est responsable de la structuration des revendications et de leur argumentaire.

Lors de la dernière année, j'ai eu à coordonner, de pair avec le comité de mobilisation de l'association de musique, l'application de la grève à la Faculté de musique de l'UdeM où nous avons eu à relever plusieurs défis, dont une injonction nous visant particulièrement. J'ai également participé activement à l'organisation de diverses actions et de maints événements, principalement musicaux, avec le Mouvement de Mobilisation des Étudiant-e-s en Musique, l'Orchestre de la Solidarité Sociale et l'Orchestre des Artistes. De l'organisation logistique à l'organisation musicale, en passant par la rédaction de communiqués, les conférences de presse, la recherche de subventions et la création de liens avec d'autres organismes, j'ai su mettre à profit mon sens de l'organisation et ma volonté de faire changer les choses afin de faire rayonner le message de notre mouvement sur la scène artistique. J'ai également été aux premières loges de la répression que nous a fait subir l'État à de trop nombreuses reprises lors d'actions, de manifestations, de piquetage, d'injonctions, etc. À chaque fois, j'y trouvais cependant une raison de plus de continuer notre combat.

La campagne contre «la hausse» est peut-être terminée, mais le combat pour l'accessibilité aux études et la justice sociale lui ne fait que commencer. Le printemps 2012 a été un grand moment d'ébullition sociale et je crois que nous devons en profiter pour (re)construire et (re)mettre de l'avant un argumentaire solide démontrant toute la force de nos idées et de nos convictions. Trop longtemps les mouvements sociaux ont été passifs et ont réagi seulement par opposition à des attaques qui leur étaient portées. Il est maintenant temps de passer à l'assaut et de faire valoir notre vision de l'accessibilité aux études et de la justice sociale. Le sommet sur l'éducation promis par le Parti québécois fera office de premier grand défi pour nous en ce début d'ère post-Parti libéral. Nous devons trouver le moyen d'y faire entendre et appliquer nos revendications pour que ce que nous avons accompli jusqu'ici n'ait pas été fait en vain. Il va sans dire que ce sommet n'est qu'une étape et qu'il ne doit ironiquement pas être considéré comme le sommet et l'achèvement de quelque chose.

Je suis très emballé par l'idée de pouvoir mener tout ce travail au sein de l'ASSE et c'est pourquoi je vous présente ma candidature au poste de secrétaire aux affaires académiques. Pour ce qui est de mon cursus scolaire, je termine présentement mon baccalauréat en musique et je commencerai à la session prochaine un baccalauréat en Philosophie et Sciences politiques à l'Université de Montréal.

Solidairement vôtre, - David Therrien-Brongo

Lettre de candidature de Lazlo Bonin au Comité à l'information

Appui à venir

Bonjour,

Par la présente, je dépose ma candidature au comité d'information de l'ASSÉ. Puisque peu d'entre vous me connaissent, je vais me permettre de me présenter un peu plus longuement. Par ailleurs, aillant récemment déposé une lettre de candidature pour le poste de secrétaire à l'information, j'en reprends sans honte une bonne partie – l'essentiel n'a pas changé. Si j'en oublie, et ce sera probablement le cas, n'hésitez pas à me contacter; je resterai disponible d'ici au congrès.

Je suis présentement finissant au collège de Bois-de-Boulogne en sciences informatiques et mathématiques, où je m'implique activement dans mon association locale (AGEBdeB) et ses comités, sans pourtant siéger sur l'exécutif. Cela dit, je suis familier avec les structures organisationnelles du syndicalisme étudiant; au local, j'ai été membre du café autogéré, du comité de luttes étudiantes, du comité de négociations local, des comités d'organisation d'assemblées de grève etc., et j'assiste régulièrement aux réunions d'exécutif, et bien sûr religieusement aux assemblées générales. En raison de l'implication accrue que nécessitait Bois-de-Boulogne au local, je n'ai pas eu la chance de m'impliquer outre mesure au national jusqu'à présent. J'ai toutefois assisté à des congrès de la CLASSE en tant que délégué, ainsi qu'à quelques réunions du comité exécutif et du comité à l'information pour apporter mon aide après le départ de l'ancien secrétaire à l'information. De plus amples détails sur mes expériences militantes et ma vision de l'ASSÉ sont disponibles dans ma lettre précédente ([cahier de congrès des 11 et 12 août](#)).

À travers mon implication, je me suis toujours rangé vers le matériel d'information quand venait le temps de mener des campagnes de mobilisation, que celui-ci soit web ou tangible. Me présenter au comité à l'information rentre ainsi à mes yeux dans l'ordre naturel de choses – c'est mon milieu de préférence dans le militantisme, et on m'a témoigné de l'appréciation pour ce que j'y contribuais. Récemment, j'ai rempli plusieurs tâches du comité information de la CLASSE dans la période intérimaire sans secrétaire, notamment pour des affiches (manifestation du 22 septembre et fruits de la grève), collant (« Nos rêves sont plus grands que les urnes ») et les futurs chandails 2012 de la CLASSE. Tout ceci (hormis les chandails) est disponible sur le site web de campagne.

Plusieurs me traiteront (affectueusement) de *geek*, et en effet mon apport au mouvement étudiant s'est souvent teinté d'une utilisation du web et des médias sociaux. Pendant la grève, j'ai élaboré un site web pour mon association locale avec blogue, forum, calendrier et liens utiles afin de coordonner et d'informer les militantes et militants du collège (www.greveBdeB.org). De plus, lors de la lutte pour notre (feu) café étudiant, j'avais mis en place une pétition en ligne qui recueillit à l'époque près de 50% de taux de participation étudiante (www.cafeinne.com). En outre, j'ai évidemment produit du matériel d'information papier au local, principalement des tracts éparés que je ne pourrais cependant retrouver.

Les prochains mois seront sans aucun doute marqués par des campagnes d'information et de mobilisation importantes, en raison du sommet (si le congrès décide d'y participer) et de la campagne d'affiliations imminente. J'espère pouvoir participer à ces campagnes en mettant de l'avant la gratuité scolaire et autres principes fondamentaux de l'ASSÉ d'une manière claire et enthousiasmante qui contribuera à convaincre le public non-militant de l'importance de nos luttes. En plus de produire du matériel papier de qualité, je souhaiterais raviver notre présence web via les médias sociaux et des sites de campagne stimulants.

J'essaie, à travers mon matériel d'information, de transmettre avec exactitude et respect des mandats les

revendications étudiantes, tout en suscitant l'intérêt du plus grand nombre d'individu-e-s. Je tente donc de m'éloigner des styles traditionnels agressants, mais également de rester cohérent avec le graphisme de l'association et de la campagne en cours. Je crois fermement que du bon matériel d'information ne devrait pas que plaire aux cliques militantes, mais bien susciter le questionnement et l'implication chez chacune et chacun.

Suite au récent départ de l'ancien secrétaire à l'information, j'avais voulu offrir mon temps en tant qu'exécutant au national. Or, après mûres réflexions, et malgré mon grand attachement pour l'ASSÉ, j'ai décidé de retirer ma candidature, faute de disponibilités. Avec ma rentrée chargée à l'université, il m'était impossible de me consacrer adéquatement à la lourde charge de travail et de pression d'un poste d'exécutif. Cela dit, mes intentions et ma motivation restent les mêmes, et je souhaite tout autant contribuer à l'organisation. Ainsi, je crois que ma présence sera bénéfique au comité en raison de mon expérience et de mes capacités en graphisme et en technologies web. Finalement, je pense pouvoir m'intégrer sans anicroche au comité déjà en mandat (ce que je fais informellement depuis quelques semaines) afin de poursuivre sans interruption les tâches à accomplir pour les nombreuses luttes à venir.

Solidairement,
Lazlo Bonin

Textes de réflexion

Varia de bilan de grève

Par Samuel Ragot

Alors que la dernière association étudiante en grève au Québec va rentrer en classe lundi 10 septembre, il importe de se questionner sur un bilan partiel et à chaud de la grève. Si l'ambiance semble être partagée entre morosité et joie face à ce que l'on a déjà commencé à qualifier de victoire, il semble pertinent de tenter de brosser une ébauche de portrait des résultats de cette grève. Ce texte ne se veut en aucun cas un bilan exhaustif de la grève. Il n'est pas une réponse à tout et ne prétend aucunement être capable de brosser un portrait complet de la situation. Il s'agit d'une simple contribution à l'analyse et à la réflexion nécessaires devant suivre un tel mouvement. Contribution, venant, qui plus est, d'un acteur interne à ce mouvement depuis ses tous débuts.

Une mobilisation historique

En premier lieu, il est important de souligner le caractère proprement historique de la mobilisation que nous venons de vivre.

Cette grève, en plus d'avoir forcé la démission de ministres et le déclenchement d'élections, a été parmi les plus longues de l'histoire, si ce n'est la plus longue (210 jours pour l'Association étudiante facultaire des Arts de l'UQAM, la première et dernière en grève). Tout au long de notre lutte, nous avons également organisé un nombre gigantesque d'actions de perturbation, de manifestations (par centaines...), etc. dont les plus grandes marches qu'aient vécu le Québec et le Canada. Du jamais vu par rapport aux grandes mobilisations précédentes (dont 2005).

De plus, nous avons également, et malheureusement, une fois de plus constaté les

dérives autoritaires de l'État, par notamment : l'arrestation de plus de 3200 camarades (un record, hélas); l'adoption d'une loi spéciale liberticide et autoritaire par le parlement pour tenter de nous casser (encore une fois une première historique contre les étudiante-e-s) et des dépenses de plusieurs dizaines de millions de dollars dans les services de police. Non pas que nous n'attendions pas de réponse violente de la part de l'État, mais cette répression politique et les moyens engagés pour la perpétrer ont été sans aucune commune mesure avec ce à quoi nous aurions raisonnablement pu imaginer.

À titre d'exemple, tout à fait non exhaustif, des répercussions de cette grève, on pourra mentionner :

- La démission d'une ministre de l'éducation
- La dissolution d'un parlement encore en séance bien avant le terme prévu;
- La défaite d'un chef de gouvernement et de parti dans son propre comté;
- La démission de ce même chef suite à sa défaite;
- L'adoption d'une loi spéciale liberticide que nous avons massivement défiée avec succès;
- L'atteinte de l'annulation de la hausse par l'élection d'un gouvernement péquiste (à savoir si cette élection est un gain ou non est une autre question);
- Les plus grandes manifestations de l'histoire du Québec et du Canada;
- La campagne de répression exacerbée que nous vécu et qui n'a tout de même pas réussi à venir à bout du mouvement.

En tant que tel, il est clair que, malheureusement, peu de mouvements sociaux (à part peut-être les divers groupes instrumentalisés par la CIA à des fins de coups d'État) pourraient se targuer d'avoir

accompli de telles choses seulement par leur lutte et leur acharnement sans faille.

Nous avons également réveillé par notre action collective une partie de la population qui percevait le politique avec un fort sentiment de désintérêt et de défiance. Cette sensibilisation à des enjeux plus larges comme la lutte contre le néolibéralisme ou plus largement le capitalisme n'est pas négligeable. Il s'agit d'un premier pas dans une direction incertaine, mais intéressante.

Des manifestations massives aux casseroles dans les quartiers populaires de Montréal aux actions de perturbation dans les régions ou encore les actes de solidarité entre diverses luttes syndicales et sociales (on se souviendra des manifestations avec les travailleuses et travailleurs d'Aveos puis d'Alcan), nous avons ouvert des horizons de solidarité et de luttes sans précédent.

De sa torpeur, une partie du Québec a été arrachée violemment par le mouvement que nous avons connu. C'est, en soi, une chose absolument remarquable. La progression de nos idées de justice sociale, de lutte plus large contre le néolibéralisme a été remarquable. La qualité de notre mobilisation est en soit une fierté que nous pouvons nous attribuer collectivement.

La déroute de la droite est également un objet intéressant. Nous avons mis en échec tous nos adversaires politiques qui ont pourtant utilisé tous les moyens possibles et imaginables pour tenter de nous briser. Une déroute qui ne s'est toutefois pas concrétisée dans le résultat des élections, signe du manque de représentativité d'un des deux mouvements (et bien honnêtement, il nous semble évident que le manque de représentativité est plus à attribuer au parlementarisme qu'à la démocratie directe...).

Il ne faut donc pas marginaliser ces répercussions dans un flot de déception lié à la non-atteinte d'autres objectifs plus larges. Ces actes sont historiques, à l'échelle même de la planète.

Un bilan morose malgré tout, après une fin abrupte?

Si bien entendu nous avons l'impression de ne pas avoir tout à fait gagné, c'est que nous nous sommes collectivement donné d'autres objectifs plus larges, consciemment ou non, au cours de cette mobilisation.

Ainsi, en abordant des questions fondamentales comme le choix du mode de production et de la superstructure politique dans lesquels nous évoluons, nous avons tenté de changer plus profondément les choses. Ces objectifs "supérieurs" par rapport à nos revendications de début de campagne n'ont pour le moment pas été remplis (et rien n'indique qu'ils puissent l'être dans un futur proche).

Du fait du décalage de notre éveil face à la stagnation intellectuelle, voire la torpeur profonde, dans laquelle se trouve la population, nous avons échoué à rendre possibles ces changements pour le moment. Nous n'avons par ailleurs pas su prendre le tournant de la campagne électorale pour continuer à faire passer nos messages et nos projets de société dans l'arène politique exacerbée qui s'offrait à nous. Il ne s'agissait pas de légitimer le parlementarisme, bien au contraire, mais plutôt de profiter d'un espace public hypersensible pour forcer au débat sur des projets de société et des questions fondamentales plus larges que celles posées lors de la campagne que nous avons vécu et qui a été marquée par une pauvreté intellectuelle sans précédent.

Si ainsi, nous avons manqué ce tournant, nous ne devons pas avoir honte de notre parcours. Nous avons pris conscience collectivement de la nécessité de changer les choses plus en profondeur encore. Nous ne pouvions peut-être pas le faire dans l'immédiat, mais il ne faut pas se décourager.

En effet, les changements que nous avons apportés sont probablement plus profonds que l'on ne pourrait le penser. Une société qui

s'éveille dans un moment mobilisateur comme celui que nous avons créé est une société qui est marquée profondément. Il y a là, quelque part, un traumatisme et une évolution dans la conscience collective (si tant est qu'elle puisse vraiment exister).

Si maintenant, nous nous sentons floué-e-s par une fin de grève qui semble ne pas nous satisfaire, c'est également probablement à cause de la facilité avec laquelle le Parti Québécois a temporairement mis fin à notre mouvement, en affirmant qu'il allait annuler la hausse. Comme si nous nous étions fait ravir la fin de notre grève par un décret gouvernemental. On comprendra ici la déception, le sentiment de flottement que nous semblons ressentir face à ces événements. Il suffisait d'un simple décret pour accomplir notre objectif premier : l'annulation de la hausse. Maintenant que nous savons que cela sera fait, nous avons le sentiment que quelque chose de plus grand nous retient. Quelque chose de latent. Qui ne se traduit que trop mal pour le moment. Un jour nous étions là, pendant sept mois à se faire tabasser dans les rues, à nous faire qualifier de tous les noms dont nos réactionnaires nationaux ont pu nous affubler, et le lendemain d'une élection vide de sens et de débats de société, nous voici en classe, avec notre objectif premier accompli. À ne plus rien y comprendre. D'où le difficile sentiment d'anomie que beaucoup d'entre nous ressentent.

Dans tous les cas, il importe de marquer cette grève d'un signe de victoire. Car, oui, nous avons accompli de grandes choses. L'action collective et la solidarité ont une fois de plus montré leurs forces face à l'injustice et face à l'arbitraire. Nous n'avons pas flanché, nous avons raison. Pour la pérennité de nos mouvements, il est capital de le présenter comme tel. Nous n'avons pu gagner que par la combinaison de plusieurs moyens d'action, dont le principal a finalement été la grève, qui elle-même nous a permis d'organiser bien d'autres choses. Ainsi, pour la postérité, soyons fières et fiers de notre mouvement, nous pouvons raisonnablement l'être.

N'oublions par ailleurs pas que notre lutte est un exemple pour bien d'autres groupes sociaux qui ont pris conscience de la force de l'action collective. La grève a prouvé sa pertinence dans ce conflit et a pu renforcer certains acteurs dans d'autres mobilisations. Si le Chili ou l'Angleterre ont pu nous inspirer, il faut prendre conscience que nous venons de construire un des mouvements les plus solides dans le monde.

Si nous n'avons pas accompli tout ce que nous souhaitons, rappelons également que l'histoire est foncièrement une dialectique : elle évolue par résolution des contradictions internes à une société. Nous avons remis en lumière une contradiction dont nous connaissions l'existence et fait un autre pas pour tenter de forcer à sa résolution à travers la dialectique. Ce n'est pas rien. En fait, disons-le franchement, ce n'est que partie remise.

Le post-grève et ses répercussions

Le bilan post-grève n'est malheureusement pas que positif. En effet, de nombreux éléments sont très inquiétants a posteriori.

Premièrement, nous avons pu constater une nouvelle fois l'arbitraire de l'État et son potentiel fondamentalement répressif et dangereux. La mise en exergue de ces dynamiques par la création d'une situation de crise est un élément fort intéressant pour comprendre le fonctionnement des structures de domination et de répression modernes dans les démocraties libérales occidentales. De l'utilisation de la police et de groupes paramilitaires (comme la SQ) ou l'adoption de loi liberticide allant à l'encontre du respect de nos libertés fondamentales, ou encore la démonisation d'individus en particulier et l'utilisation de chefs d'accusation terroristes pour des actes qui n'en étaient pas, nous avons pu constater un virage dangereux et inquiétant pour la population. Plusieurs d'entre nous ont vécu dans la peur de venir se faire chercher par la police sans aucun motif valable, ou de devoir répondre d'actes non fondés pour seulement tenter de nous mettre "hors-jeu". Quand les

citoyennes et citoyens ont peur de l'État de cette façon, il y a lieu de se poser de sérieuses questions quant à la société dans laquelle nous évoluons collectivement et le respect des libertés civiles qui nous restent.

Deuxièmement, la grève va laisser des traces indélébiles pour bien des gens. Commençons par le plus évident : les blessé-e-s. Il y en a eu des graves. Nous avons la "chance" de ne pas avoir de victime ayant connu un sort fatal. Ce n'est là certainement pas grâce aux forces de police. N'oublions pas non plus les quelques 3200 arrêté-e-s ayant connu les arrestations arbitraires, l'humiliation, le mépris et la vexation, et parfois même la violence physique extrême s'apparentant à de la torture, de la part de la police et des tribunaux. Ces personnes seront à jamais marquées par l'arbitraire et l'injustice d'un système judiciaire biaisé en faveur du pouvoir et terriblement dur envers les mouvements sociaux. S'il y a fort à parier que bien des accusations vont tomber bientôt, il ne faut pas négliger l'impact de ces traitements cruels et hors de toute humanité.

D'autres encore se sentent lésé-e-s de la surmédiation de certains groupes. Il est vrai que cette grève a été un exemple troublant de surenchère médiatique (pas forcément négative pour le mouvement) envers certaines catégories du mouvement (portes-paroles, groupes artistiques, littéraires, scabs, radicaux, etc.), et pas nécessairement celles ayant construit le rapport de force. Si l'on ne veut pas ici jeter de pierre envers qui que ce soit, puisque tout le monde a aidé par divers moyens au succès du mouvement, il y a tout de même lieu de se questionner sur cette médiation et sur la dépossession de la lutte des militant-e-s ayant sacrifié presque tout dans leur vie pour que le mouvement puisse se construire et éclore. L'impression que certains groupes n'ont fait que "surfer sur la vague" est forte auprès de bien des militant-e-s qui perçoivent ces groupes comme étant purement opportunistes. Ainsi, le sentiment de se faire déposséder de notre mouvement est un sentiment fort et frustrant face auquel nous n'avons que peu de réponses à part une

reconnaissance sans bornes aux gens qui ont aidé à construire le mouvement. "Que l'on écrive des livres sur la grève tant mieux, mais qu'au moins on demande aux principales et principaux intéressé-e-s, pas à des gens arrivés après que tout ait été déjà bien installé" entend-on souvent dans certains cercles.

À l'inverse, notons tout de même que la surmédiation de certains groupes a également permis de déconstruire certains préjugés, et par là même de faire de l'éducation populaire. Ne pensons qu'aux nombreux articles, de qualité variable, visant à expliquer ce qu'est un black bloc. Cela a également servi, malgré tout.

Maintenir des liens de solidarité

Face à une telle situation, il importe de façon prioritaire de maintenir les liens de solidarité que nous avons construits tout au long de la mise en place de notre mobilisation et de notre grève. Ces liens de solidarité sont notre plus belle et plus efficace "arme" contre un État qui en possède de vraies, qui tuent..

Les liens organisationnels, affinitaires, sociaux, culturels, etc. doivent se maintenir. Ils sont là notre principale force et notre capacité de faire d'autres grandes choses. Ils sont également une façon de rester solidaire et d'apporter un soutien à toutes celles et tout ceux qui en auront besoin après la grève.

Ces liens seront une des bases d'une mobilisation ultérieure. Il importe de tendre à les maintenir, voire à les élargir vers des bases plus populaires et inclusives. Tissons des liens avec les autres luttes sociales, avec les autres groupes en lutte. Maintenons un discours de justice sociale. Faisons nous voir encore.

Enfin, rappelons-nous ici encore une fois : la grève ne s'est pas construite toute seule. De nombreuses personnes ont sacrifié de larges pans de leurs vies, ont usé de leur santé, leur argent, leurs relations, leurs études, etc. à l'élaboration de

ce rapport de force; de nombreuses personnes ont souffert, ont dû subir l'humiliation, la bêtise, la répression, la violence tout au long de la grève spécifiquement. Il importe de leur rendre hommage, sans elles et eux, rien n'aurait été possible.

La lutte est loin d'être finie

Si dans l'immédiat notre lutte semble s'achever lentement, il ne faut pas oublier que nous avons également des bases intellectuelles et politiques plus larges derrière un tel refus d'une augmentation des droits de scolarité, dont notamment la gratuité scolaire et l'accès à une éducation de qualité, publique et libre de toute ingérence du privé et plus généralement de l'influence du mode de production qui nous est imposé. Ou encore, ne serait ce que le refus de l'utilisation du terme légaliste "droits de scolarité" pour désigner les coûts monétaires que nous devons défrayer pour notre éducation, puisque payer pour un droit est un concept profondément antinomique et incohérent (un droit est inaliénable et non-monayable ou n'est pas)

C'est pourquoi il est capital de ne pas baisser les bras et de ne pas relâcher notre attention dans les mois à venir. Nous savons déjà qu'un sommet gouvernemental sera organisé sur la question du financement universitaire et de l'état de nos universités. Il ne faut pas se leurrer, le Parti Québécois a d'ores et déjà affirmé qu'il était en faveur de l'indexation des droits de scolarité, et a exclu la gratuité scolaire des débats. Les dés semblent déjà pipés. Nous rappelant un sommet organisé en 2010, par les libéraux.

Face à cette menace, demandons-nous : à quoi bon avoir fait presque 7 mois de grève si la hausse n'est finalement bloquée qu'un petit cent jours? Il faut se mobiliser et préparer la suite. La gratuité scolaire est un projet de société inclusif et réaliste à l'échelle des finances publiques québécoises. Battons-nous sur les bases politiques et sur la promotion de notre modèle de société comme nous avons su si bien le faire avec la CLASSE.

Dans un second temps, il est primordial que nous entamions une réflexion de fond sur la question de la nécessité de pratiquer de l'éducation populaire et par quels moyens celle-ci pourrait se faire.

Si le mouvement que nous avons construit a mené à une conscientisation d'une partie de la population, il n'en reste pas moins que plus de 50% de la population votante (la distinction est importante) a choisi de donner son vote à des partis ayant supporté l'adoption d'une loi liberticide et anticonstitutionnelle, faisant la promotion de la violence contre les étudiant-e-s et ayant une vision purement marchande de l'éducation. Il importe de se questionner sur ces chiffres. Il importe également de se questionner sur la façon dont nous devrions faire la promotion de nos idées et de nos valeurs de justice sociale. Et il est possible d'être "radicaux" tout en étant inclusifs. La pédagogie est notre plus belle qualité.

Autre cheval de bataille, la démocratie directe a été remise en question par les vieux partis à l'Assemblée nationale. Il serait important que nous y apportions en réponse une critique structurée et cohérente du parlementarisme, qui a été perçu, à tort ou à raison, comme une façon de sauver la situation et de sortir de la crise. S'il est vrai que c'est ultimement l'élection du Parti Québécois qui va mener à l'annulation de la hausse, il est encore plus vrai que c'est cette même élection qui risque de tuer complètement le mouvement social plus profond qui s'était construit. Nous avons gagné un peu pour perdre beaucoup sur le terrain de la substance politique et des débats de société avortés.

Ainsi, dans notre effort d'éducation populaire il serait bon que nous nous efforcions de prendre une tangente pédagogique visant à délégitimer le système parlementaire libéral, et finalement son infrastructure, le capitalisme, afin d'apporter des alternatives politiques réalistes et cohérentes.

Notre force a été d'amener de l'espoir, des idées

nouvelles, positives et réalistes. Gardons cette dynamique.

Restons mobilisé-e-s. Restons attentives et attentifs. Restons fières et fiers de ce que nous accompli collectivement. Acceptons le sentiment d'inachevé et de flottement comme un sentiment normal qui pourra éventuellement être résolu un jour. La dialectique est en marche. Nous avons été collectivement belles et beaux. D'une intelligence superbe. D'une fraîcheur géniale. Malgré tous nos petits échecs, tous nos petits tracas. Nous avons sacrifié beaucoup. Nous avons grandi beaucoup, également. Le monde a changé. Ou plutôt, peut-être est-ce plus nous qui avons changé. Comme des centaines de milliers d'autres personnes. Ne nous disons toutefois pas que tout est gagné. Ne soyons pas trop satisfaits de nous-mêmes. Beaucoup reste à faire. L'état de notre société est inquiétant, ne nous leurrions pas. Mais ne perdons pas espoir.

Nous sommes avenir. Et nous l'avons compris.

Ensemble, nous bloquerons de nouveau la hausse s'il le faut.

Montréal, samedi 8 septembre 2012.

Explication sur le processus de changement de nom de l'organisation

Par le Conseil exécutif

Bonjour camarades,

L'exécutif a reçu plusieurs commentaires relativement aux différents avis de motion portant sur le changement de nom de l'organisation. Il semble que la position soit davantage conflictuelle que l'exécutif ne l'imaginait, et, en ce sens, nous prenons l'entière responsabilité d'avoir soulevé cette question de manière bien maladroite. En effet, alors que l'automne s'annonce chargé, il nous semble actuellement beaucoup plus prioritaire de prendre des décisions relatives au plan d'action de l'organisation plutôt que de se déchirer sur la question du changement de nom de notre organisation.

En ce sens, l'exécutif a décidé de retirer les propositions relatives au nom de l'organisation du cahier de Congrès. Il est important de souligner qu'il ne s'agit pas ici d'une renonciation de la part de l'exécutif à tenir ce débat. En effet, plusieurs considérations nous amènent à penser qu'il serait pertinent, à tout le moins, de débattre de la question. Or, le moment choisi n'était pas approprié, et, afin d'assurer la cohésion interne et la priorisation de l'élaboration d'un plan d'action pertinent sur d'autres questions qui nous apparaissent secondaires, nous avons décidé de reporter la question à un éventuel Congrès d'orientation. Nous éclaircirons d'ailleurs les raisons de cette proposition par un texte de réflexion qui fera partie du cahier de préparation dudit Congrès.

Solidairement,

Le Conseil exécutif

Propositions

1.0 Procédures

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour tel que présenté en page 3 du présent cahier de préparation.

1.3 Adoption du procès-verbal

1. Le Conseil exécutif propose l'adoption du procès-verbal du Congrès de la CLASSE du 25 août 2012.

2.0 Bilan

1. Le Conseil exécutif propose un bilan du Conseil exécutif d'une durée de 10 minutes suivi d'une période de questions et réponses de 15 minutes.

2. Le Conseil exécutif propose un tour de table sur l'état de la situation dans les différentes associations étudiantes.

3.0 CLASSE

1. Le Conseil exécutif propose une plénière d'une heure sur l'avenir de la CLASSE.

2. La SOGEECOM propose que l'on ne dissolve pas la CLASSE avant le Sommet sur l'éducation. Que l'on reconsidère par la suite le maintien ou la dissolution de la CLASSE.

4.0 Plan d'action

1. Le Conseil exécutif propose une plénière d'une heure sur le plan d'action 2012-2013 de l'ASSÉ.

2. Le Conseil exécutif propose une plénière d'une heure sur la participation de l'ASSÉ au Sommet sur l'éducation.

3. Le Conseil exécutif propose que la campagne annuelle de 2012-2013 se nomme "En marche vers la gratuité scolaire,

Que celle-ci vise à maintenir la pression sur le gouvernement pour que celui-ci réponde aux revendications de la grève de 2012 tout en faisant la promotion de la gratuité scolaire.

4. Le Conseil exécutif propose qu'un Congrès d'orientation ait lieu au début du mois de mars. Que ce Congrès d'orientation porte sur les structures, les politiques, les statuts et règlements et les grandes orientations de l'organisation. Que l'ASSÉ face un appel de mémoires dans le but de d'alimenter les réflexions pour le Congrès d'orientation.

Que la date limite pour soumettre un mémoire soit le 1er janvier 2012.

5. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ appelle à des journées de grève le 22 octobre et le 22 novembre afin de faire valoir ses revendications en vue du Sommet sur l'éducation. Que des manifestations nationales soient organisés lors de ces journées.

6. Le Conseil exécutif propose la tenue d'un Rassemblement national étudiant avant la tenue du sommet sur l'éducation. Que l'ASSÉ soit responsable de la logistique (réservation de salle, hébergement, nourriture et facturation). Que les balises de ce rassemblement soit les suivantes, mais qu'elles puissent être changées au début du rassemblement:

- Que toutes les associations étudiantes du Québec soient les bienvenues à participer et ce peu importe leur taille. Que les comités de mobilisations soient invités à participer en tant qu'observateurs et observatrices.

- Que seules les associations étudiantes ait un droit de vote selon le principe d'un vote par association.

- Que l'ensemble des organisations étudiantes nationales soient invitées (FECQ, FEUQ, ASSÉ, TACEQ), mais que les membres des exécutifs n'aillent pas le droit de parole, à l'exception d'un point de présentation au début du rassemblement.

- Qu'une lettre d'invitation soit envoyée à

l'ensemble des associations étudiantes dès la semaine prochaine.

- Que l'ASSÉ organise une rencontre les autres associations étudiantes nationales pour leur présenter le projet.

Que les objectifs de ce rassemblement soient:

- Faire un bilan de la campagne de grève
- D'établir une stratégie commune en vue du sommet sur l'éducation

7. Le Conseil exécutif propose que l'on adopte le calendrier de plan d'action en annexe A; Que les dates soient sujettes à modifications par le Conseil de Coordination si la conjoncture l'oblige.

8. Le Conseil exécutif propose une plénière de 45 minutes sur les perspectives d'avenir de l'ASSÉ quant à son agrandissement, à sa consolidation et ses liens avec les autres organisations étudiantes nationales.

9. Le Conseil exécutif propose une plénière de 20 minutes sur la contestation de la loi 12

10. Le conseil exécutif propose qu'advenant l'abrogation ou le retrait de la loi 12, que l'ASSÉ cesse de financer la contestation judiciaire de celle-ci.

11. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ/CLASSE demande au gouvernement que le sommet aborde les sujets suivants:

- Gratuité scolaire
- Mission des universités
- Gouvernance
- Aide financière aux Études
- Financement et orientation de la recherche

Que l'ASSÉ/CLASSE demande que le sommet soit composé au moins aux $\frac{2}{3}$ d'associations étudiantes et syndicales représentant les professeur-es, chargé-es de cours et employé-es de soutien.

12. La SOGEECOM propose que la campagne jusqu'au Sommet sur l'Éducation se nomme *En marche vers la gratuité scolaire*.

Que celle-ci vise à maintenir la pression sur le gouvernement pour que celui-ci réponde aux revendications de la grève de 2012 tout en faisant la promotion de la gratuité scolaire.

13. La SOGEECOM propose que la CLASSE participe au Sommet sur l'éducation proposé par le parti Québécois

Qu'elle y défende entre autres la gratuité scolaire, l'autogestion des établissements d'enseignement postsecondaire et un modèle d'éducation différent, de qualité, public, libre de l'entreprise privée et de la marchandisation.

Que ces axes soient articulés autour des concepts d'accessibilité, de financement, de gouvernance et de pédagogie.

14. La SOGEECOM propose que l'on convoque cet automne un nouveau Rassemblement National Étudiant (RNE) afin :

- De faire le bilan de la grève de 2012
- D'établir une stratégie commune en prévision du Sommet sur l'éducation

15. La SOGEECOM propose que l'on convoque une réunion de la Table des partenaires universitaires (TPU) pour coordonner une stratégie en vue du Sommet sur l'éducation.

16. La SOGEECOM propose que suite au Sommet sur l'éducation l'ASSÉ mène une campagne contre les projets de loi C-10 et C-38 et l'austérité au Canada.

5.0 Revendications

1. Le conseil exécutif propose que la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics réoriente son mandat de manière à lutter contre la marchandisation et l'exploitation des services publics, de la nature, du corps des femmes et des savoirs des peuples. Que l'ASSÉ propose que son nom soit modifié afin qu'elle s'appelle maintenant «Assemblée des mouvements sociaux»

2. La SOGEECOM propose que l'on formule dans l'immédiat les ultimatums suivant :

- Que l'on exige le retrait de l'augmentation du plafond de prêts accordés par l'aide financière aux études
- Que les sommes dégagées par ce retrait soient utilisées pour diminuer la contribution parentale dans le calcul de l'AFE
- Que toutes les autres bonifications à l'AFE soient maintenues
- Que le gouvernement verse les prestations d,AFE pour le mois de septembre
- Que le gouvernement abroge complètement la Loi 12 (projet de loi 78)
- Qu'il y ait retrait du RPR (remboursement proportionnel au revenu) tel que décrété par le gouvernement libéral lors de la grève
- Qu'il y ait retrait de l'ensemble des poursuites judiciaires liées au mouvement étudiant
- Que la hausse soit annulée

8.0 Finances

1. Que le Conseil exécutif effectue une présentation de 15 minutes des états financiers suivi d'une période de questions et réponses d'une durée de 20 minutes.

9.0 Avis de motion

9.2 Traitement des avis de motion

1. Le Conseil exécutif propose que l'ASSÉ adopte le logo de la CLASSE sans le CL (ASSÉ écrit en blanc dans un carré rouge et un oiseau noir dans le coin en haut à droite) comme logo officiel de l'organisation.

Annexe A - Calendrier de plan d'action

Session d'automne 2012

1er au 5 octobre : Semaine de l'école publique
4 octobre : Journée de mobilisation de la Coalition
«Refus global des politiques néolibérales»
22 octobre : Manifestation nationale
27-28 octobre : Camp de formation d'automne

Tous le mois de novembre : Tournée de
conférence sur la gratuités scolaire dans les
10-11 Novembre : Rassemblement national
étudiant
22 novembre: Manifestation nationale

8-9 décembre : Congrès de l'ASSÉ

Session d'hiver 2013

Février Camp de formation d'hiver
2-3 mars : Congrès d'orientation

8 mars : Manifestation pour la journée mondiale
des femmes

15 mars : Manifestation pour la journée
internationale contre la brutalité policière

1er mai : Manifestation pour la journée
internationale des travailleuses et travailleurs

4-5 mai : Congrès annuel 2013-2014

*Que l'élaboration du plan d'action hivernal de
notre campagne nationale soit élaborée lors du
congrès de décembre, dû à une conjoncture
encore incertaine et à des informations
manquantes à l'heure actuelle.